



**PREFET DES BOUCHES DU RHONE**

**PREFECTURE  
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Marseille le **- 7 FEV. 2017**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU

Tel : 04.84.35.42.72

N° 2016-146-ENR

**Arrêté portant enregistrement pour l'exploitation d'un  
entrepôt de stockage par la société LARCOS sur  
la commune de Noves**

—————  
**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**  
—————

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles R.512-46-1 à R.512-46-28,

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 avril 2010 relatif aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N° 1510 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 avril 2010 relatif aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N° 1530 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 septembre 2013 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N°1532 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 avril 2010 relatif aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N° 2662 (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 avril 2010 relatif aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N° 2663 de la nomenclature des installations classées,

VU la demande en date du 5 juillet 2016 de la société LARCOS,

VU l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2016 portant ouverture d'une consultation publique du 24 octobre au 21 novembre 2016 sur le territoire de la commune de Noves,

VU les avis du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer en date des 10 et 11 octobre 2016,

.../...

VU l'avis de Madame le Maire de la commune d'Avignon en date du 27 octobre 2016,

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours en date du 28 octobre 2016,

VU l'avis du conseil municipal de Noves en date du 13 décembre 2016,

VU les rapports de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 8 septembre 2016 et du 13 janvier 2017,

VU les avis du Sous-Préfet d'Arles en date du 25 janvier 2017,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 25 janvier 2017,

**CONSIDERANT** que le 5 juillet 2016 la société LARCOS a fait une demande d'enregistrement en vue d'exploiter un entrepôt de stockage sur la commune de Noves, et sollicite des modifications des prescriptions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions applicables aux installations soumises à enregistrement sous les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663,

**CONSIDERANT** que ces demandes concernent des moyens de lutte contre les incendies et que les mesures compensatoires proposées par l'exploitant ont reçues un avis favorable des services des pompiers,

**CONSIDERANT** ainsi qu'il y a lieu d'imposer à l'exploitant, en plus des prescriptions applicables des arrêtés ministériels susvisés, le respect des mesures compensatoires qu'il se propose de mettre en œuvre, ainsi que celles supplémentaires préconisées par les pompiers afin de prévenir les dangers liés aux incendies,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRETE**

---

### **TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

Les installations de la société LARCOS représentée par M. Léo Barlatier dont le siège social est situé à La Galinière – RD7N – 13790 CHATEAUNEUF-LE-ROUGE, faisant l'objet de la demande susvisée, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Noves, dans le secteur de la ZAC des Grandes Vignes. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

##### **ARTICLE 1.1.2. AGREMENT DES INSTALLATIONS**

SANS OBJET

## **CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

<b>N° de rubrique</b>	<b>Désignation de la rubrique</b>	<b>Régime de classement *</b>	<b>Caractéristiques de l'installation et niveau prévu</b>
1510	Entrepôts couverts	E	207 000 m <sup>3</sup>
1530	Papier, carton ou matériaux analogues	E	40 000 m <sup>3</sup>
1532	Bois sec ou matériaux combustibles analogues	E	40 000 m <sup>3</sup>
2662	Polymères	E	40 000 m <sup>3</sup>
2663-1	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères : • à l'état alvéolaire ou expansé	E	32 000 m <sup>3</sup>
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères : • dans les autres cas et pour les pneumatiques	E	32 000 m <sup>3</sup>

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

### **ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

<b>Communes</b>	<b>Parcelles</b>	<b>Lieux-dits</b>
Noves	Section A, parcelles 2185, 2186, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 1693, 2190, 2192, 2193 et 2197	ZAC des Grandes Vignes

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITE AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 5 juillet 2016.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables complétées par le présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.4, MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF (NOUVEAU SITE)**

### **ARTICLE 1.4.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage conforme au plan local d'urbanisme de la commune de Noves, de ce type activité.

## **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **ARTICLE 1.5.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

SANS OBJET

### **ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 avril 2010 relatif aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N°1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 avril 2010 relatif aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N°1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 septembre 2013 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N°1532 de la nomenclature des installations classées ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 avril 2010 relatif aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N°2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 avril 2010 relatif aux stockages de pneumatiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N°2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **ARTICLE 1.5.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS**

En référence à la demande de l'exploitant (article 512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions :

- du point 2.2.6. de l'annexe 1 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- du point 2.2.6. de l'annexe 1 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- du point 2.2.6. de l'annexe 1 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- du point 2.2.6. de l'annexe 1 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

- des articles 11.I et 11.VI de l'arrêté 11/09/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

sont aménagées suivant les dispositions de Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

## **ARTICLE 1.5.4. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

---

## **TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

---

### **CHAPITRE 2.1 AMENAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

En lieu et place des dispositions prescrites au sein des points 2.2.6. des annexes 1 des arrêtés du 15 avril 2010 cités au point 1.5.2. du présent arrêté ainsi que les articles 11.I et 11.VI de l'arrêté du 11 septembre 2013, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives assurent que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée avec la construction du bâtiment et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 sur les façades nord, est, ouest et uniquement au sud de la cellule 03 et en matériaux B s3 d0 sur les façades sud des cellules 01 et 02.

L'ensemble de la structure est a minima R 15. Pour les bâtiments de stockages à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R 60. Pour les stockages couverts sur deux niveaux ou plus, les planchers sont EI 120 et les structures porteuses des planchers R 120 au moins.

Les murs séparatifs entre deux cellules sont REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou 0,50 mètre en saillie de la façade, dans la continuité de la paroi. Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0.

Les murs séparatifs entre une cellule et un local technique sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique.

Les bureaux et locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, seront isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte qui sont tous REI 120. Ces bureaux et locaux sociaux seront distants, a minima de 50 mètres, de toute matière dangereuse pouvant éventuellement être entreposée dans l'une des cellules de stockage.

Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1 fl).

Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manoeuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes satisfont une classe de durabilité C2.

Les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0 et respecte l'une des conditions ci-après :

- l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg.

Les éléments de support de couverture de toiture, hors isolant, sont réalisés en matériaux A2 s1 d0.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).

Le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

## **CHAPITRE 2.2 COMPLEMENTS, RENFORCEMENTS DES PRESCRIPTIONS GENERALES**

### **ARTICLE 2.2.1. EAUX PLUVIALES**

Les points 3.4. des annexes 1 des arrêtés du 15 avril 2010 cités au point 1.5.2. du présent arrêté ainsi que l'article 33 de l'arrêté du 11 septembre 2013 sont renforcés comme tel :

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et, dans tous les cas, au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 35 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

#### **ARTICLE 2.2.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'exploitant met en œuvre les moyens suivants de lutte contre l'incendie :

- réalisation et mise en service dès la mise en service des installations d'un deuxième accès de secours validé par le CIS de Noves,
- la pompe électrique sur le forage servant de réalimentation de la réserve incendie de 960 m3 est secourue ou connectée en amont du TGBT,
- un essai et une réception des réseaux d'alimentation en eau d'extinction seront réalisés par un installateur qualifié, en présence du CIS de Noves. Les résultats des tests de fonctionnement en simultané des points d'eau permettant d'atteindre les 600 m3/h devront être transmis au SDIS13,
- un plan d'intervention est réalisé en liaison avec le CIS de Noves,
- un plan de continuité d'activité en cas d'inondation est réalisé,
- des mesures de protections en cas d'inondation sont mises en place pour les matières dangereuses, la station-service et les installations de GNL.

#### **ARTICLE 2.2.3. PRESCRIPTIONS RELATIVES AU RISQUE INONDATION**

L'exploitant respecte les dispositions suivantes au regard du risque inondation :

- un système d'obturation, temporaire ou permanent, des ouvertures dont tout ou partie se situe en dessous de la côte de référence (36,271) doit être prévu pour être utilisé en cas d'inondation afin d'empêcher l'eau de pénétrer, au moins lors des inondations les plus courantes : clapets anti-retour, dispositifs anti-inondation (batardeaux), etc ... Pour ces derniers, leur hauteur sera au minimum de 0,5 mètre et limitée à 0,8 mètre afin de permettre leur franchissement par les secours et d'éviter une différence de pression trop importante entre l'intérieur et l'extérieur ;
- les citernes et aires de stockage de produits polluants ou dangereux doivent être implantées au minimum à 0,20 mètre au-dessus de la côte de référence. A défaut, les citernes, cuves ou bouteilles qui ne peuvent pas être implantées au-dessus de la côte de référence doivent être arrimées à un massif en béton servant de lest. Les citernes enterrées doivent être lestées ou ancrées. Les orifices non étanches et événements doivent être situés au-dessus de la côte de référence.
- les matériaux stockés, les objets ou les équipements extérieurs susceptibles de provoquer des impacts non négligeables (embâcles, pollutions, ...) ne doivent pas pouvoir être emportés par la crue.

#### **ARTICLE 2.2.4. PRESCRIPTION RELATIVE AU MAINTIEN DE LA BIODIVERSITE**

L'exploitant doit procéder à la réimplantation de haies en bordure nord, est et ouest du site avec des espèces de type méditerranéen.



---

## TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

---

### ARTICLE 3.1.1

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### ARTICLE 3.1.2 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### ARTICLE 3.1.3

Une copie du présent arrêté est conservée sur le site d'exploitation à la disposition des autorités chargée d'en contrôler l'exécution.

### ARTICLE 3.1.4

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 Livre V Titre 1er Chapitre 1er du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

### ARTICLE 3.1.5

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Arles,
- Le Maire de Noves,
- Le Maire de Châteaurenard,
- Le Maire d'Avignon,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

Marseille le - 7 FEV. 2017

Pour le Préfet  
et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

  
Maxime AHRWEILLER



Annexe : plan d'ensemble

